

Annexe à l'arrêté du 10 juillet 1984 fixant le modèle de rapport annuel prévu à l'article 15 du décret n° 82-397 du 11 mai 1982 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services médicaux du travail en agriculture

**RAPPORT ANNUEL PARTICULIER D'ACTIVITE PROPRE
AUX ENTREPRISES OU ETABLISSEMENTS
EMPLOYANT PLUS DE 300 SALARIES**

présenté en application de l'article 15-7° du décret n° 82-397 du 11 mai 1984 par le Docteur assumant les fonctions de chef du service :

- de la section de médecine du travail de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de ①:
- de l'association de médecine du travail en agriculture de¹

I – ACTION SUR LE MILIEU DE TRAVAIL :

- 1) Résultats des actions menées par le médecin dans le cadre de l'article 22 du décret, c'est-à-dire dans le cadre de son action de conseiller en ce qui concerne notamment :
 - ⇒ L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise.
 - ⇒ L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine.
 - ⇒ La protection des salariés contre l'ensemble des nuisances et notamment contre les risques d'accidents de travail ou d'utilisation des produits dangereux.
 - ⇒ L'hygiène de l'établissement et dans les services de restauration.
 - ⇒ L'éducation sanitaire dans le cadre de l'établissement en rapport avec l'activité professionnelle.
 - ⇒ La participation aux études et enquêtes épidémiologiques (préciser leur objet).

- 2) Enumérer les études auxquelles le médecin a été associé, les projets pour lesquels il a été consulté et les informations qu'il a demandées dans le cadre de l'article 23 du décret à savoir :
 - ⇒ Etude des nouvelles techniques ayant des incidences sur les conditions de travail et de sécurité,
 - ⇒ Projets importants de constructions ou d'aménagements nouveaux.

¹ Rayer la mention inutile

- ⇒ Projets de modification des équipements se rapportent à des opérations de transformation ou de stockage des produits.
 - ⇒ Informations :
 - sur les produits utilisés et leurs modalités d'emploi
 - sur les résultats des mesures et analyses effectuées dans le cadre du 1) ci-dessus.
-

3) Décrire les actions menées par le médecin en matière de :

- ⇒ Formation à la sécurité (articles L.231-3-1, R.231-32 et suivants du Code du Travail) ;
- ⇒ Organisation des soins d'urgence et formation des personnes appelées à donner ces soins (article 20 du décret).

4) Le médecin a-t-il été amené à faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures dans le cadre de l'article 25 du décret ?

Dans l'affirmative, indiquer brièvement les circonstances de ces interventions.

5) Indiquer les dates des réunions de commissions et comités ci-après auxquelles le médecin a participé (article 27 du décret, article L.236-5 du Code du Travail) :

- ◆ Comité d'entreprise,
- ◆ Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,
- ◆ Autres organismes.

Préciser ci-après l'objet sommaire des réunions les plus marquantes.

II – EXAMENS MEDICAUX :

Indiquer ci-après le nombre d'examens pratiqués :

1. Examens cliniques :

a) Examens d'embauche (article 30 du décret) :

b) Examens périodiques annuels (article 31 du décret) :

- c) Surveillance médicale particulière (article 32 du décret) :
- salariés affectés de façon habituelle aux travaux nécessitant une surveillance médicale particulière (arrêté ministériel du 11 mai 1982),
 - salariés exposés à un risque spécifique de maladie professionnelle (règlements pris en application de l'article L.231-2-2° du Code du Travail et relatifs à la prévention de certaines affections professionnelles),
 - autres cas de surveillance médicale particulière.

- d) Examens de reprise du travail (article 33 du décret).

Dont examens effectués au titre du dernier alinéa de l'article 33.

- e) Examens occasionnels (article 36 du décret) :

- A la demande du salarié,
- A la demande de l'employeurs,

- f) Total.

2. Examens complémentaires : (article 34 du décret)

- a) Examens complémentaires obligatoires aux termes des règlements pris en application de l'article L.231-2-2° du Code du Travail et relatifs à la prévention de certaines affections professionnelles.

- b) Examens complémentaires pratiqués à l'initiative des médecins du travail :²

² Il est rappelé que ces examens peuvent porter :

- soit sur la détermination de l'aptitude médicale à l'emploi occupé et notamment sur le dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail.

3. Conclusions professionnelles :

Donner ci-après une idée d'ensemble des conclusions consécutives aux examens cliniques et complémentaires auxquels a procédé le médecin (suggestions d'aménagement de poste, importance et motifs les plus fréquents des avis d'inaptitude, orientation des salariés dont l'inaptitude a été reconnue...) en distinguant les cas relevant de l'application des dispositions du Code de Travail ci-après :

- Article L.122-25-1 (affectation temporaire, dans un autre emploi, des salariées en état de grossesse) :
- Articles L.122-32-4 et 5 (règles particulières aux salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) :
- Article L. 241-10-1 :

Dans tous les cas, indiquer les résultats obtenus et le cas échéant les difficultés rencontrées et les solutions proposées.

4. Conclusions médicales (dépistage des affections, orientation vers le médecin traitant...).

- Indiquer ci-après le nombre de cas de maladies professionnelles dépistées pour la première fois.

-
- Soit sur le dépistage des maladies à caractères professionnel (article 500 du Code de Sécurité Sociale et décret du 8 octobre 1973) et des maladies professionnelles non concernées par les règlements vus en a).
 - Soit sur le dépistage des maladies contagieuses.

Si la ventilation a pu être effectuée entre ces trois catégories d'examen, il y aura lieu de compléter la rubrique par les chiffres correspondants

5. Maladies déclarées à l'autorité administrative :

- a) Maladies contagieuses (article L.1) et suivants du Code de la Santé Publique).

- b) Maladies à caractère professionnel (article L.500 du Code de la Sécurité Social).

III – AUTRES ACTIVITES :

Indiquer dans les rubriques ci-après, s'il a été fait souvent appel aux médecins ; consigner les observations auxquelles ont donné lieu ces activités ³

1) Législation sur les conditions d'emploi des jeunes :

- ⇒ Dérogations à la durée du travail (article 117-bis-3 du Code du Travail, article 18 de l'ordonnance du 27 septembre 1967),
- ⇒ Autorisations d'utilisation des machines ou appareils dangereux (article R.234-22 du Code du Travail).

2) Vaccinations :

Le médecin du travail a-t-il participé à des campagnes de vaccination antitétanique ? si OUI :

- préciser le nombre d'injections pratiquées :dont :

- ◆ primo-injections :
- ◆ Rappels :

- A-t-il pratiqué d'autres vaccinations ?

³ Lorsqu'elle peut-être rattachée aux articles L.122-25-1 (affectation temporaire, dans un autre emploi, des salariées en état de grossesse), L.122-32-4, L. 122-32-5 (règles particulières aux salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) et L.241-10-1 du Code du Travail, l'activité des médecins du travail est normalement rapportée à la rubrique III ci-dessus.

Si OUI, lesquelles ?

3) Autres activités éventuelles :

Activités d'infirmier : (article 17 à 19 du décret) ; intervention dans la procédure de contrôle de l'inaptitude en cas de liquidation anticipée d'une pension vieillesse (article 1 bis du décret du 6 juin 1951, article 71 du décret du 21 septembre 1950) ; participation à l'établissement des listes d'emploi réservés aux travailleurs handicapés (article R.323-54 du Code du Travail, article 24 du décret) etc.

V – OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS DU MEDECIN CHARGE DE LA SURVEILLANCE MEDICALE DE L'ENTREPRISE

Date et Signature :